

Ottawa, le 4 juillet 2011

Le très honorable Stephen Harper
Premier ministre du Canada
80, rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0A2

Monsieur le Premier ministre,

Nous, les organisations et personnes ici soussignées, vous écrivons pour exprimer nos profondes inquiétudes relativement aux récentes compressions à Environnement Canada et ses conséquences sur les sources d'eau douce du pays. Le gouvernement Harper a ciblé des compressions de l'ordre de 1,6 milliard de dollars dans des projets environnementaux, en particulier 222 millions de dollars (ou près de 20 % des compressions) dans le ministère lui-même et un plan de licenciement allant jusqu'à 1 211 emplois. L'Institut professionnel de la fonction publique du Canada et l'Alliance de la Fonction publique du Canada avertissent le ministère que le départ de douzaines de scientifiques et techniciens pourrait entraver la capacité du Canada de protéger nos approvisionnements en eau dans tout le pays.

« Le Canada est encore sous le choc des compressions imposées à l'Institut des eaux douces dans les années 1990, duquel il ne s'est jamais remis », a affirmé Maude Barlow, présidente nationale du Conseil des Canadiens. « Le gouvernement Harper délaisse clairement sa responsabilité de gérance de l'héritage en eau douce des générations futures. Toute vie et ses moyens d'existence proviennent des bassins versants et des écosystèmes et ce gouvernement les abandonne à leur sort. »

De nombreuses personnes s'inquiètent déjà de la capacité du fédéral à fournir l'information de base suffisante pour protéger notre eau douce ou d'appliquer efficacement la réglementation existante. Ces compressions ne font qu'ébranler davantage notre confiance collective sur la gouvernance de l'eau au Canada », a ajouté Oliver M. Brandes, codirecteur du projet POLIS sur la gouvernance écologique de l'Université de Victoria. « Ces compressions représentent un danger actuel réel pour la santé de la collectivité, le fonctionnement de l'écosystème et notre avenir économique. En effet, ces compressions peuvent représenter une forme importante d'ajournement, les problèmes qui sont aujourd'hui ignorés se manifesteront plus tard dans nos collectivités, et les gouvernements locaux et provinciaux devront participer et réaliser des travaux majeurs à des coûts probablement astronomiques. »

En cette époque, où l'activité humaine affecte sérieusement les conditions de la planète à l'échelle géologique comme le démontre *The Economist*, nous avons besoin de beaucoup plus d'information sur l'état de la planète et sur les

conséquences qui s'ensuivront. Il est insensé d'appliquer un plan de licenciement aux scientifiques au nom de l'économie, alors que les conséquences économiques de ce qui se passe dans la biosphère seront immenses » a averti David Suzuki, professeur émérite de zoologie à l'Université de la Colombie-Britannique. À une question sur les chances de survie de l'humanité à la fin du siècle, l'éminent scientifique et astronome de la Société Royale, sir Martin Rees, avait répondu « 50 % ». Les climatologues ont revu les probabilités de l'impact de l'activité humaine sur le changement climatique de « très probable » (9 sur 10) à « sans équivoque » (Francis Zwiers, Ph.D., directeur du Pacific Climate Impacts Consortium). Un récent rapport du Programme international sur l'état des océans met en garde contre une période d'extinction massive et sans précédent dans les océans du monde. David Suzuki soutient que « nous avons assurément besoin de tout ce que la science peut nous offrir, et plus, si nous voulons tracer un chemin sécuritaire vers un avenir qui s'annonce incertain ».

Bob Sandford, président de Canadian Partnership Initiative en appui à la Décennie internationale d'action des Nations Unies, croit que le moment est mal choisi pour de telles compressions. « Nous devrions nous occuper sérieusement des problèmes qui surgissent maintenant », affirme-t-il, « pour que la croissance démographique, les changements climatiques et notre avenir économique et social ne soient pas limités par des problèmes de disponibilité et de qualité de l'eau que nous aurions dû résoudre alors qu'il était plus simple et moins coûteux de le faire ».

« Et les Grands Lacs, qui ont un sérieux besoin de financement pour résister aux espèces envahissantes, aux changements climatiques, à la surexploitation et à la pollution, ne devraient pas être pénalisés par de nouvelles compressions s'ils doivent être préservés », a ajouté Ralph Pentland, président intérimaire du Conseil canadien de l'eau. Il a poursuivi en faisant remarquer que « le Canada affiche déjà un des plus mauvais résultats parmi les pays industrialisés pour le traitement des émissions toxiques relâchées dans l'eau et l'atmosphère et la gestion des produits chimiques en général. Ces compressions vont plus tard menacer la santé des adultes canadiens, et ce qui est plus grave encore, celle des enfants. Les compressions représentent également la fausse économie. Il a été clairement démontré en Europe et ailleurs que des dépenses supplémentaires relativement mineures pour l'amélioration de la gestion des produits chimiques peuvent conduire à des épargnes massives dans les coûts de soins de santé. »

« Environnement Canada aura les mains liées relativement à la protection de l'héritage en eau de la nation pour les générations futures, qui va de la protection des sources d'eau souterraine sur les terres fédérales à l'application de la Loi sur les pêches », a déclaré Randy Christensen, avocat pour Ecojustice. « Pour aller de l'avant, notre environnement, notre santé et notre prospérité nécessiteront une meilleure gestion de l'eau de la part du Canada et ces compressions invalideront sa capacité de pouvoir le faire. »

Les rapports successifs ont déjà confirmé que les sources d'eau douce du Canada sont menacées et insuffisamment financées. En juin 2010, la *Presse Canadienne* a rendu public les conclusions d'un rapport fédéral non publié où il était dit que : « Le gouvernement ne possède que de l'information opaque sur l'approvisionnement en eau du Canada, ce qui représente un danger pour la santé des Canadiens et l'économie. » Le rapport établit que le gouvernement possède peu d'information sur : la quantité d'eau actuellement disponible, où elle se trouve, la gravité des problèmes d'eau dans les régions et l'impact du changement climatique sur nos approvisionnements vitaux en eau.

Pourtant, le gouvernement Harper cible Environnement Canada et un bon nombre de scientifiques de l'eau douce qui restent dans un plan de licenciement sévère et dévastateur.

Nous, ici soussignés, faisons appel au gouvernement Harper pour révoquer ces compressions à Environnement Canada, et plutôt investir pour la première fois dans l'héritage d'eau douce du pays, certainement notre plus important héritage, dans un monde où l'eau potable et accessible s'épuise.

Sincèrement,

Alberta Wilderness Association
Alliance de la Fonction publique du Canada
Association Canadienne des Médecins pour l'Environnement
Bruce Peninsula Environment Group
Canadian Partnership Initiative in support of the United Nations Water for Life Decade
Centre for Indigenous Environmental Resources
Centre for Longterm Environmental Action in Nfld
Conseil de conservation du Nouveau-Brunswick
Conseil des canadiens
Conseil national des femmes du Canada
Durham Regional Environment Council du TCA
Eau Secours!
Ecojustice
Edmonton & District Labour Council
Empty Glass for Water
Forest Ethics
Fondation pour la grande paix sur terre
Fresh Outlook Foundation
Friends of the Nemaiah Valley
Grand Riverkeeper Labrador, Inc.
Harbinger Foundation
IKANAWTIKET
International Institute of Concern for Public Health
Inter-Church Uranium Committee Educational Co-operative
Justice & Global Issues Team of Toronto Southeast Presbytery de l'Église Unie du Canada
Keepers of the Athabasca Watershed Council

Médecins pour la survie mondiale
Métis Women's Circle
Mid Vancouver Island Habitat Enhancement Society
Mines Alerte Canada
Mother Earth Water Walk
Réseau pancanadien sur la santé des femmes et le milieu
Nature Newfoundland and Labrador
Sentinelle Outaouais/Ottawa Riverkeeper
Polaris Institute
POLIS Project on Ecological Governance
Project Ploughshares Saskatoon
Qualicum Beach Streamkeepers Society
RiverSides
Saskatoon Peace Coalition
Science for Peace
Sierra Club Canada
SOS Wakefield
Syndicat canadien de la fonction publique
Water Matters
Wellington Water Watch
Western Environment Centre of western Newfoundland

Dr. David Suzuki Professor Emeritus, Department of Sustainability, University of British Columbia
Dr. Ryan Plummer, Director, Brock Environmental Sustainability Research Unit, Brock University
Dr. Ian Hudson, Associate Professor, Department of Economics, University of Manitoba
Professor Mohammed H.I. Dore, D.Phil (Oxon), Department of Economics, Climate Change Lab, Brock University
Chris Wood, journalist and author of Dry Spring: The Coming Water Crisis of North America
Dr. Hans Schreier, Faculty of Land & Food Systems, University of British Columbia
Cori L. Barraclough, M.Sc., R.P. Bio., Freshwater Ecologist
Dr. David Brooks, Director of Soft Path Research, POLIS Project on Ecological Governance and Associate, Natural & Social Capital Program, International Institute for Sustainable Development
Linda Nowlan, Director of Pacific Conservation at WWF-Canada.
J.C. (Craig) Wightman, RPBio. Senior Fisheries Biologist, Living Rivers - Georgia Basin/Vancouver Island BC Conservation Foundation
Peter Julian, MP (Burnaby-New Westminster)
Dr. Michael Jones, Marine Biologist